

[About membership](#)

[Homepage](#)



[OCHADRCongo](#)

The account of the UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs in DR Congo

Mar 27

Du rejet à la réintégration : parcours des femmes survivantes du viol au Sud-Kivu

Chance* a le regard fier. Un sourire se dessine sur ses lèvres lorsqu'elle explique que désormais, elle se promène dans les rues de son village sans que personne ne lui lance de regards sombres ou ne lui fasse de gestes désobligeants. Un changement radical dans la vie de la jeune femme de 25 ans, violée par des hommes en armes alors qu'elle allait chercher de la nourriture dans les hauts-plateaux de Kalehe, dans le nord de la province du Sud-Kivu.



Chance* estime désormais possible pour elle de se marier et d'avoir des enfants.

©OCHA/A.Rime

Plus de 2 600 cas de violences sexuelles et basées sur le genre ont été rapportés au Sud-Kivu en 2016, dont près de 2 000 viols et plus de 100 agressions sexuelles, selon les données du groupe de travail qui se concentre sur cette thématique. Les données partielles pour 2017 font déjà état de plus de 1 300 cas rapportés dans la province. Au Sud-Kivu, secoué par des affrontements

récurrents, les violences sexuelles liées aux conflits sont légion ; il existe aussi des cas imputés aux civils indépendamment d'un quelconque conflit.

Si Chance vit désormais des jours apaisés au sein de sa communauté c'est grâce au soutien psycho-médical qu'elle a reçu, tout d'abord auprès du relais communautaire de sa région. « Mes problèmes de santé, liés au viol, s'accroissaient et m'attiraient critiques et remontrances. Je ne me sentais pas bien, mais j'avais peur de parler au relais communautaire de ce qui m'était arrivée, elle m'a encouragée et proposé des solutions », relate la jeune femme.

Si Chance vit désormais des jours apaisés au sein de sa communauté c'est grâce au soutien psycho-médical qu'elle a reçu, tout d'abord auprès du relais communautaire de sa région.

Chance a ensuite été orientée vers l'ONG belge Mamas for Africa, basée à Bukavu et qui soutient les victimes de violences sexuelles et basées sur le genre, avant d'être admise à l'hôpital de Panzi pour une intervention chirurgicale qui a permis de réparer les blessures physiques dues au viol. Elle sort de l'hôpital en juillet 2017 après plus de deux mois de prise en charge. « Aujourd'hui, il est possible pour moi de penser à me marier et d'avoir des enfants. »

« Peur d'être contaminés »

Lorsque les femmes survivantes de violences sexuelles sont rejetées, famille ou communauté invoquent souvent la peur "d'être contaminés". « Mon mari ne voulait plus avoir des relations sexuelles avec moi. Il me disait que j'allais lui transmettre des maladies. Nous dormions dans des lits séparés, la cohabitation était très difficile », témoigne Nzidire*, violée à deux reprises.



Nzidire* a bénéficié du soutien de l'ONG belge Mamas for Africa. ©OCHA/A.Rime

Dans ces cas-là, plus qu'un soutien psychologique, les relais communautaires peuvent également jouer le rôle de médiateurs pour aider à la réintégration des femmes survivantes de violences sexuelles dans leur foyer ou leur communauté. « En amont, nous effectuons des sensibilisations,

dans les centres de santé, les églises ou à travers les radios communautaires. Tout d'abord pour inciter les femmes à dénoncer les cas de viols et ensuite inviter la communauté à bannir la stigmatisation et le rejet des victimes », décrit Muhindo Mukenge, de l'association Femme sous le palmier, basée dans le Territoire de Kabare.

Préalable à une médiation : l'accord de la victime. « Certaines refusent que le sujet soit abordé avec leur famille ou les membres de la communauté. Les choses sont, dans ce cas, très compliquées. Mais si elles acceptent, nous allons dans leur village ou leur foyer », poursuit la responsable de l'association basée à Kavumu et appuyée par Mamas for Africa.



Muhindo Mukenge sensibilise les femmes pour qu'elles dénoncent les violences sexuelles et basées sur le genre. ©OCHA/A.Rime

Faire abstraction des critiques

Première explication donnée par les relais communautaires : la femme n'a pas été violée car elle le voulait, elle a subi cette atrocité. Vient ensuite l'explication des souffrances subies par cette dernière et les solutions proposés pour y remédier. Effectuer un test de dépistage des maladies sexuellement transmissibles, notamment le VIH/Sida, permet par exemple de rassurer le mari sur l'état de santé de son épouse, favorisant une réintégration de la femme.

Dans les cas où la médiation est difficile, les relais communautaires peuvent également faire appel à des personnes influentes dans la communauté pour jouer les intermédiaires. Mais parfois, la tentative s'avère infructueuse. Quelle est l'alternative envisageable ? « Nous mettons en place des groupes de soutien dans les villages », explique Noëlla Tembela, infirmière et assistante psychosociale chez Mamas for Africa. « Les femmes peuvent se réunir et parler de leurs difficultés. Elles s'entraident, partagent les expériences et apprennent petit à petit à faire abstraction des critiques qu'elles subissent de la part de leur communauté ».



Plus qu'un accompagnement médical, Mamas for Africa offre un soutien psychologique aux victimes de violences sexuelles, comme ici au Centre de santé de Lushebere, en Territoire de Kalehe. ©OCHA/E. Sabbagh

Autre manière pour ces femmes blessées dans leur chair et leur âme de sortir la tête de l'eau : devenir indépendante économiquement. « Je me souviens du cas d'une femme où toutes les tentatives de médiation avaient échoué », explique Noëlla Tembela. « Dans le cadre d'un projet humanitaire, elle a reçu une truie. Grâce aux revenus qu'elle en a tirés, elle a réussi à s'acheter un champ et à subvenir à ses besoins vitaux de base. »

Actions de sensibilisation pas assez financées

La dénonciation des cas de viols est une condition pour que les survivantes aient la possibilité de bénéficier d'un soutien approprié. Si la sensibilisation effectuée par les acteurs humanitaires contribue à libérer la parole des femmes, trop nombreuses sont encore celles qui n'osent pas en parler par peur d'être rejetées.

Trop nombreuses sont encore les victimes de violences sexuelles qui n'osent pas dénoncer les cas de viol par peur d'être rejetées par leur entourage. ©OCHA/A.Rime

25 acteurs, en grande majorité des structures nationales, travaillent dans le domaine des violences sexuelles et basées sur le genre dans la province du Sud-Kivu. Ils interviennent dans le domaine médical, de la prise en charge psychosociale, de la réinsertion socio-économique, de l'accompagnement judiciaire ou de la prévention. « La sensibilisation joue un rôle clef pour tenter de faire changer les mentalités. Des actions sont menées, mais elles ne sont pas suffisantes. Le volet sensibilisation est généralement moins financé que celui de la prise en charge », conclut Déogratias Bahizire, chef de bureau du Fonds des Nations Unies pour la population à Bukavu.